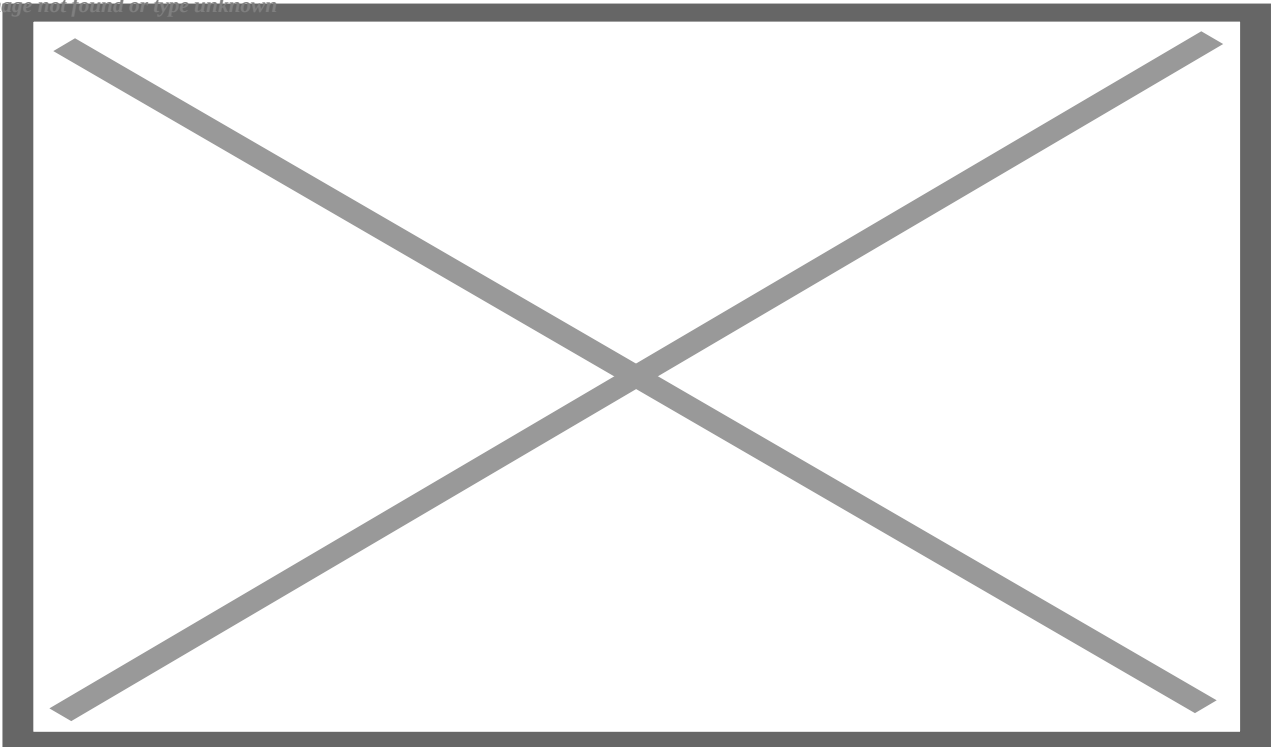


Les forces étrangères entreront-elles en Equateur ?

Image not found or type unknown



par María Josefina Arce

A un peu plus d'un mois du second tour des élections générales en Equateur, le pays est plongé dans un débat intense sur la proposition du président et candidat à la réélection, Daniel Noboa, d'autoriser l'entrée de forces étrangères dans le pays pour renforcer la lutte contre la criminalité.

Bien que le niveau élevé d'insécurité dans le pays soit l'une des principales préoccupations de la société, les secteurs politiques et sociaux remettent en question cette mesure qui, selon eux, mettrait en péril la souveraineté nationale.

Plusieurs législateurs ont demandé plus de détails et ont surtout souligné qu'il n'est pas possible d'aller à l'encontre de la Constitution du pays, qui ne permet pas l'installation de troupes étrangères.

Il convient de rappeler que la Magna Carta, approuvée en 2008 sous la présidence de Rafael Correa, interdit l'installation de bases militaires, mais M. Noboa cherche à modifier l'article 5 en faisant valoir qu'elles sont nécessaires pour lutter contre le crime organisé.

Les analystes, cités par l'agence de presse Prensa Latina, soulignent que pour réduire la criminalité, il est nécessaire de renforcer les politiques sociales et de ne pas dépendre d'une stratégie militaire extérieure qui, historiquement, s'est avérée inefficace et nuisible à l'autonomie du pays.

Pour beaucoup, la proposition de Noboa reflète l'échec du gouvernement en matière de sécurité. Les constantes déclarations d'état d'urgence et la militarisation des rues et des prisons n'ont pas résolu le problème.

Depuis le début de l'année dernière, le président a déclaré l'Equateur en "conflit armé interne" contre le crime organisé, compte tenu de l'escalade de la violence qui a conduit le pays à enregistrer le taux d'homicide le plus élevé d'Amérique latine en 2023.

L'année 2025 n'a pas bien commencé non plus. Au cours des 45 premiers jours, le nombre d'homicides volontaires a augmenté de 63 %. Selon les données du bloc de sécurité, publiées par Ecuavisa, le nombre de cas est passé de 669 en 2024 à 1 91 au cours de la même période cette année.

Cependant, il est largement admis que la suggestion du président est une stratégie en vue du scrutin du 13 avril, lorsque Noboa affrontera Luisa González, candidate de Revolución Ciudadana, après un premier tour très serré entre les deux prétendants.

Selon certaines informations, l'Assemblée nationale se prononcera mardi prochain sur la proposition de M. Noboa, que beaucoup insistent pour connaître avec précision, car la sécurité des citoyens ne peut pas être une question politico-électorale.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/377453-les-forces-etrangees-entreront-elles-en-equateur>



Radio Habana Cuba